

Le Monde, 29 novembre 2018

« La “France périphérique” demande à être respectée »

propos recueillis par Sylvia Zappi

Pour l'écrivain britannique David Goodhart, les « gilets jaunes » incarnent le « peuple de quelque part »

ENTRETIEN

Son essai *The Road to Somewhere* (« La Route pour quelque part », C. Hurst & Co. Publishers Ltd, 2017, non traduit) est devenu la bible des ténors du parti Les Républicains. Depuis quelques semaines, certains proches d'Emmanuel Macron l'ont lu également avec attention. David Goodhart, journaliste et écrivain britannique, fait une nouvelle analyse des clivages politiques issus du Brexit et de l'élection de Donald Trump : pour lui, au clivage gauche-droite s'est substituée une distinction *anywhere/somewhere* (de « nulle part »/de « quelque part »).

Quel regard portez-vous sur la protestation des « gilets jaunes » ?

Je pense que ce mouvement représente ce que Christophe Guilluy appelle la « France périphérique » et que je nomme « ceux qui regardent le monde de quelque part », les « somewhere ». Des gens plus ancrés dans un territoire, moins mobiles, qui habitent des villages et des banlieues éloignés des métropoles. Ils ne sont pas contre l'écologie, mais ne voient pas pourquoi ils devraient porter autant le poids du combat contre les dégradations environnementales seulement parce qu'ils dépendent de leur voiture. « Pourquoi est-ce que l'écologie bourgeoise des bobos parisiens devrait être payée par les petites gens de la France périphérique ? », demandent-ils.

Ce mouvement est-il l'expression de ceux que certains appellent les perdants de la mondialisation ?

Soyons honnêtes : les « gilets jaunes » ne sont pas les nouveaux sans-culottes. Ce sont, dans leur majorité, des classes moyennes aux revenus corrects qui peuvent s'offrir des vacances. Mais il faut comprendre que

c'est une protestation aux dimensions autant culturelles, psychologiques qu'économiques à laquelle nous allons être de plus en plus souvent confrontés. Parce que dans nos sociétés le prestige et l'estime sont devenus l'apanage des sachants, ceux qui font des études supérieures dans de bonnes universités et ont des carrières valorisantes.

Comment l'expliquez-vous ?

Nous sommes en train de découvrir que nos mondes post-industriels sont moins redistributeurs. Les sociétés industrielles permettaient d'accéder à un statut social plus élevé et ne détruisaient pas les rôles sociaux et les systèmes de croyance traditionnels. Aujourd'hui, les capacités cognitives sont devenues le nouvel étalon de la valeur du travail. Ce sont elles qui déterminent le statut social, dévalorisant ainsi de nombreux emplois et positions sociales plus ordinaires.

Selon vous, une césure s'est opérée entre les « anywhere » et les « somewhere »...

Ceux que j'appelle les « *gens de n'importe où* », qui représentent environ 25 % de la population, sont majoritairement des personnes éduquées et mobiles : ils sont rarement ancrés dans un territoire et partagent des valeurs d'ouverture, d'autonomie et de réalisation personnelle. Ils ont des carrières plutôt que des petits boulots et sont parvenus à se réaliser grâce à leur réussite académique et professionnelle. Leur identité est mobile, adaptable, grâce à un capital social qui leur permet d'être à l'aise partout dans le monde.

Les « somewhere » – « *le peuple de quelque part* » qui représente environ la moitié de la population – sont à l'inverse plus ancrés territorialement et moins éduqués. Ils ont une identité assignée, ce qui signifie que leur conscience d'eux-mêmes est plus liée à un territoire, un mode de vie, des valeurs auxquels ils sont attachés. Les changements sociaux rapides des dernières décennies les perturbent et les gênent. Ce sont, eux, les habitants des périphéries, qui se sentent très éloignés du pouvoir et ont l'impression d'avoir perdu aussi tout sens à leur vie.

On constate en France une déconnexion entre ceux d'en bas, qui disent en « avoir marre de payer », et ceux d'en haut, qui ont le pouvoir...

Il y a une tension dans les Etats modernes entre d'une part l'égalité inhérente à la démocratie politique (nous sommes tous égaux devant la loi et avons une voix) et d'autre part, l'inégalité de revenus à laquelle s'ajoute une inégalité de statuts. La France est une société relativement égalitaire sur le plan économique, mais assez immobile socialement. Vouloir, comme le préconisent les élites, généraliser la mobilité et la méritocratie comme principe de fonctionnement à l'ensemble de la société est une erreur car cela divise sans pitié et ne propose aucune protection pour les perdants. Aujourd'hui, l'économie de marché est acceptable, pas la société de marché.

Pourquoi l'immigration est-elle davantage vue aujourd'hui comme une menace par les « somewhere » ?

Certains « somewhere » peuvent être xénophobes, mais la plupart des gens ne le sont pas. En revanche, ils ressentent l'immigration de masse comme un symbole d'un changement qui va trop vite et d'un manque de respect pour leur mode de vie. Pour eux, les formes que prend cette ouverture des frontières ne leur apportent aucun avantage : c'est au contraire un danger qui tire les conditions de travail et les aides sociales à la baisse, change la physionomie de leur quartier et dont seuls les employeurs sont bénéficiaires. Penser cela ne fait pas d'eux de stupides barbares, comme les présentent les intellectuels des grandes villes.

Mais que veulent-ils ?

Ce sont des populistes convenables, ni libéraux ni illibéraux, pour qui la stabilité de leur quartier et des frontières nationales, tout comme une valeur assurée au contrat social national, sont importantes. Ils insistent sur l'importance de la réciprocité et de la contribution, en intégrant les exclus et en redistribuant de manière plus équitable les aides sociales. Ils ne sont pas contre l'évolution des divisions genrées au travail et dans la vie familiale mais pas pour les abolir. Enfin, ils réclament la reconnaissance de l'utilité de ceux qui n'ont ni dons cognitifs particuliers ni de perspective d'ascension sociale. En bref, ils demandent à être respectés.

Pour les élections européennes, Emmanuel Macron veut faire campagne en opposant les progressistes aux populistes et nationalistes. Est-ce pertinent ?

Les gens comme Macron ou Tony Blair aiment raconter comment le clivage gauche-droite aurait été remplacé par une opposition « ouvert-fermé ». Mais c'est une vision très égoïste. Les votes pro-Brexit et pro-Trump, et les populismes ont été l'expression de protestation contre la manière dont les « anywhere » ont façonné la société selon leurs intérêts. Les progressistes macronistes ne sont pas forcés d'adopter ce point de vue, mais ils ne peuvent conduire une politique contre la majorité du peuple. Ils sont libres de défendre leur lot de mesures libérales mais ils doivent convaincre, non imposer.